



New York, le 16 novembre 2023
Conseil de sécurité de l'ONU

Briefing sur le Soudan Déclaration de la Suisse

Lue par l'ambassadrice Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse à l'ONU

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier la Sous-Secrétaire générale, Martha Pobe, pour son exposé.

Comme elle l'a sobrement mentionné, les combats continuent de faire rage au Soudan sans aucun signe de désescalade. Désormais loin de l'attention médiatique, le bilan de ce conflit sur la population civile est - d'autres l'ont dit - catastrophique. Comme l'a évoqué la semaine dernière la coordinatrice humanitaire pour le Soudan : ce conflit a peu d'équivalents en termes d'ampleur de la crise ou de profondeur de la misère.

A cet égard, je me permets de souligner trois priorités pour mon pays.

Premièrement, la protection des civils. A cette fin, les combats doivent cesser immédiatement. Nous appelons les SAF et les RSF à saisir toute occasion de s'engager en faveur d'un cessez-le-feu. Les mesures de confiance adoptées dans le cadre de la Déclaration d'engagements la semaine dernière à Djeddah constituent un pas dans cette direction. Celles-ci sont d'autant plus importantes que les hostilités entre les deux parties se sont intensifiées au cours de la reprise des pourparlers, notamment au Darfour. Nous sommes extrêmement préoccupés de recevoir à nouveau, cette fois du quartier d'Ardamata d'El Geneina, des rapports alarmants et crédibles faisant état de nouveaux massacres à caractère ethnique commis par les RSF et des milices alliées, principalement à l'encontre de la communauté Masalit. Nous condamnons ces actes avec la plus grande fermeté. Il y a deux jours, la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide nous a de nouveau mis en garde contre les risques croissants de génocide et d'autres crimes atroces. Nous ne pouvons tout simplement pas ignorer ces signaux d'alarme. Le respect du droit international humanitaire et des droits humains n'est pas optionnel, mais impératif. Nous demandons des enquêtes indépendantes et la justice pour les victimes.

Deuxièmement, améliorer la situation humanitaire. Nous saluons le lancement cette semaine du Forum Humanitaire envisagé lors du dernier cycle de négociations à Djeddah. Nous appelons les parties à tenir ces promesses et à prendre des mesures immédiates et concrètes afin de diminuer les contraintes d'accès et les obstacles bureaucratiques. En outre, nous remercions à nouveau les pays de la région pour l'accueil des personnes fuyant ce conflit, pour

garder leurs frontières ouvertes et pour faciliter les opérations humanitaires transfrontalières. La Sous-Secrétaire l'a dit, ce conflit a provoqué la plus grande crise de déplacement au monde, et les besoins humanitaires atteignent des niveaux sans précédent. La Suisse reste engagée dans la réponse humanitaire. La semaine dernière, nous avons fourni au Programme alimentaire mondial en Egypte un total de 1.4 million de dollars additionnels afin que les Soudanaises et Soudanais puissent continuer à recevoir une assistance vitale.

Troisièmement, les efforts pour une solution négociée et durable à ce conflit. Aucune solution militaire, nous le savons, ne sera acceptée par le peuple soudanais. La Suisse réitère son appel au retour à un processus politique crédible et inclusif. Dans ce cadre, nous saluons les efforts actuellement déployés par les acteurs, et surtout aussi les actrices, civils pour rassembler des voix diverses, unies contre la guerre, afin de fixer des objectifs communs pour l'avenir du pays. Je salue également les diverses initiatives diplomatiques mises en avant par les acteurs régionaux et internationaux pour œuvrer à une solution pacifique. Ces efforts doivent être étroitement coordonnés et complémentaires afin d'obtenir des résultats durables. Je rappelle que Mayada Adil, la représentante de la société civile, a demandé au Conseil en septembre au nom des femmes soudanaises que leur participation politique à ces processus soit considérée comme prioritaire. Nous tenons donc à insister sur ce point.

Monsieur le Président,

Compte tenu de la gravité de la situation dans le pays et dans la région, ce Conseil doit assumer sa responsabilité de faire progresser la paix et la sécurité et de protéger la population soudanaise qui souhaite désespérément vivre en paix. Une présence politique de l'ONU au Soudan nous paraît essentielle pour soutenir les efforts diplomatiques à cet égard. Nous saluons la lettre du Secrétaire général qui annonce un examen stratégique indépendant de la MINUATS, mené par Ian Martin, et espérons que ses recommandations fourniront au Conseil des options concrètes pour une configuration viable et adapté au contexte. Nous nous engageons de manière constructive dans les discussions à venir.

Je vous remercie.

New York, November 16, 2023
UN Security Council

Briefing on Sudan Statement by Switzerland

Read by Ambassador Pascale Baeriswyl
Permanent Representative of Switzerland to the UN

Mr. President,

I would like to start by thanking Assistant Secretary-General Martha Pobee for her briefing.

As she soberly mentioned, fighting continues to rage in Sudan with no sign of abatement. Far from the media attention, this conflict is taking a catastrophic toll on the civilian population, as others have said. As the Humanitarian Coordinator for Sudan pointed out last week: this conflict has few equivalents in terms of the scale of the crisis or the depth of the misery.

In this respect, I would like to highlight three priorities for my country.

First, the protection of civilians. To this end, the fighting must stop immediately. We call on the SAF and RSF to seize every opportunity to commit to a ceasefire. The confidence-building measures adopted as part of the Statement of Commitments last week in Jeddah are a step in this direction. These measures are all the more important as hostilities between the two parties have intensified during the resumption of talks, particularly in Darfur. We are extremely concerned to receive once again, this time from the Ardamata district of El Geneina, alarming and credible reports of further ethnic massacres committed by the RSF and allied militias, mainly against the Masalit community. We condemn these acts in the strongest possible terms. Two days ago, the Secretary-General's Special Adviser on the Prevention of Genocide again warned us of the growing risk of genocide and other atrocity crimes. We simply cannot ignore these warning signs. Respect for international humanitarian law and human rights is not optional, but imperative. We demand independent investigations and justice for the victims.

Second, improving the humanitarian situation. We welcome the launch this week of the Humanitarian Forum which was envisaged at the last round of negotiations in Jeddah. We call on the parties to keep these promises and to take immediate and concrete steps to reduce access constraints and bureaucratic obstacles. We would also like to thank the countries in the region once again for welcoming people fleeing the conflict, keeping their borders open and facilitating cross-border humanitarian operations. The Assistant Secretary-General said so, this conflict has caused the world's largest displacement crisis, and humanitarian needs are reaching unprecedented levels. Switzerland remains committed to the humanitarian response. Last week, we provided the World Food Programme in Egypt with a total of an additional 1.4 million dollars so that Sudanese people can continue to receive vital assistance.

Third, efforts to find a negotiated and lasting solution to this conflict. We know that no military solution will be accepted by the Sudanese people. Switzerland reiterates its call for a return to a credible and inclusive political process. In this context, we welcome the efforts currently being

made by civilian actors to bring together diverse voices, united against the war, to set common objectives for the country's future. I also welcome the various diplomatic initiatives put forward by regional and international players to work towards a peaceful solution. These efforts must be closely coordinated and complementary in order to achieve lasting results. I would remind you that Mayada Adil, the representative of civil society, asked the Council in September on behalf of Sudanese women that their political participation in these processes be considered a priority. We would like to emphasize this point.

Mr. President,

Given the gravity of the situation in the country and in the region, this Council must assume its responsibility to advance peace and security and protect the Sudanese people who desperately want to live in peace. We believe that a political UN presence in Sudan is essential to support diplomatic efforts in this regard. We welcome the Secretary-General's letter announcing an independent strategic review of UNITAMS, led by Ian Martin, and hope that its recommendations will provide the Council with concrete options for a viable and context-sensitive configuration. We will engage constructively in the discussions ahead.

I thank you.